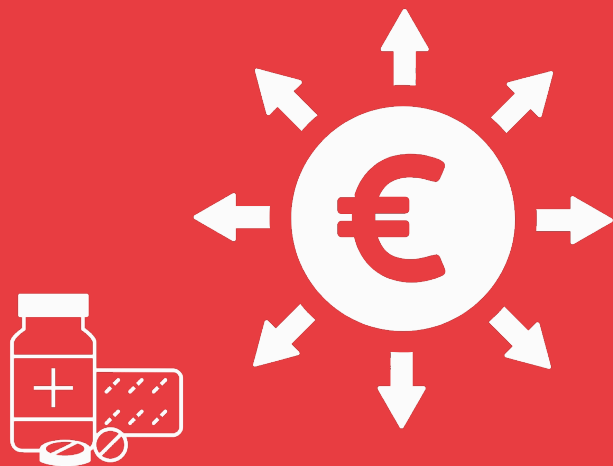


NOTES D'ANALYSE n°8

Focus 2030

INVESTIR DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES À VENIR

L'exemple de l'aide en santé



INVESTIR DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES À VENIR :

L'EXEMPLE DE LA SANTÉ

CE QU'IL FAUT RETENIR

- Le financement de la santé globale constitue un des meilleurs investissements possibles. Selon les experts de la Commission Investing in health de la revue *The Lancet*, chaque dollar investi est de nature à engendrer un bénéfice économique 9 à 20 fois supérieur dans les pays à revenu faible et intermédiaire.
- L'aide internationale peut contribuer à la création de conditions plus favorables au développement et permettre ainsi la réduction de certaines dépenses. La baisse du prix des vaccins obtenue grâce aux interventions de l'Alliance du vaccin, Gavi, en est une bonne illustration.
- Investir dès maintenant dans l'aide au développement constitue une démarche économique rationnelle sur le long terme. Comme le montre la lutte contre les grandes pandémies, payer aujourd'hui peut permettre d'éviter d'avoir à supporter plus tard un coût humain et financier bien plus conséquent.
- Il est absolument nécessaire de mettre en place des mécanismes de financement novateurs pour faire face à la pandémie de Covid-19 et pour que les économies à revenu faible intermédiaire puissent avoir accès aux vaccins contre la COVID-19 en même temps que les pays plus fortunés. Pour favoriser un accès équitable à ces outils à l'échelle mondiale, la communauté internationale a établi ACT-A. Le financement intégrale de ce mécanisme représente 1% de la somme débloquée par les États pour répondre aux effets de la crise soit 33,2 milliards de dollars d'ici la fin de l'année 2021.

Cette note s'intéresse à la question du coût-bénéfice de l'aide publique au développement. Elle présente un ensemble de données et réflexions permettant d'appréhender l'aide au développement sous un autre angle que celui d'une dépense motivée par le seul impératif de solidarité. Au-delà des valeurs humaines et solidaires qui l'anime, l'aide peut en effet être pensée comme un investissement tourné vers

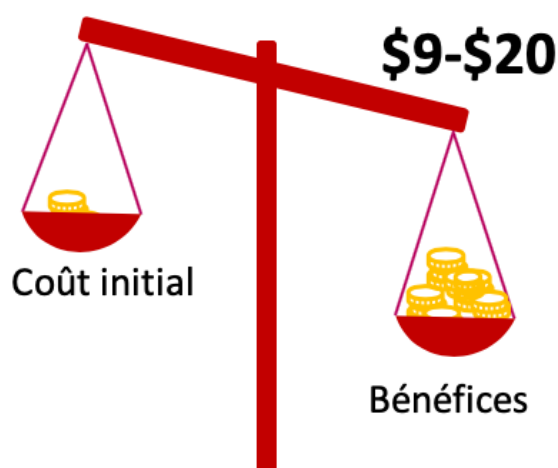
l'avenir et répondant à une exigence de rationalité économique.

Les exemples et éléments d'analyse proposés dans le cadre de cette note s'inscrivent dans le champ de la santé mondiale et illustrent dans quelle mesure l'aide globale en santé peut contribuer à la réduction des dépenses futures.

INVESTIR DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES À VENIR L'EXEMPLE DE L'AIDE EN SANTÉ

1. L'ARGUMENT ÉCONOMIQUE AU SECOURS DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Plusieurs études publiées ces dernières années s'attachent à souligner l'importance des bénéfices socio-économiques que peut engendrer un investissement massif en faveur de la santé des populations. Parmi les travaux les plus influents figure le rapport *Global health 2035 : A World Converging within a Generation* publié en décembre 2013 dans le cadre de la Commission de *The Lancet* sur l'investissement en santé (CIS). Les auteurs du rapport y affirment notamment qu'un plan d'investissement ambitieux dans le secteur sanitaire sur la période 2015-2035 (pouvant aller jusqu'à 27 milliards de dollars par an additionnels) pourrait se traduire par **des bénéfices économiques 9 à 20 fois supérieurs au coût d'investissement initial**.⁽¹⁾



D'autres travaux comme ceux de l'Institut Guttmacher spécialisé dans la santé reproductive, ont également recours à l'argument économique pour convaincre de la pertinence d'accroître l'aide internationale en santé.

Dans son rapport *Adding it up* (2019), l'Institut propose une estimation des coûts qui pourraient être économisés grâce à une augmentation des dépenses en faveur de la planification familiale. Selon l'Institut, pour chaque dollar supplémentaire investi dans l'accès à la contraception, le coût des soins associés à la grossesse diminuerait de 3 dollars.

**\$1 dépensé = \$3 économisés
en services contraceptifs modernes**

Une étude publiée dans *Health Affairs* en 2016 souligne pour sa part, l'intérêt d'investir dans la vaccination. Chaque dollar utilisé dans la vaccination entraîne une économie de 18 dollars sur les frais de santé mais aussi sur la perte de revenus et de productivité liée à la maladie.⁽²⁾

Ainsi, accepter de dépenser davantage aujourd'hui peut s'avérer une stratégie payante et déboucher sur plus d'économies dans le futur. Nous présentons ci-après plusieurs exemples concrets de la manière dont l'aide en santé peut contribuer à réduire les coûts de développement et limiter les dépenses à venir.

2. RÉDURIE LE PRIX DES VACCINS : L'ACTION DE L'ALLIANCE GAVI

Au-delà des financements octroyés, l'aide internationale peut contribuer à l'émergence de conditions plus favorables au développement en s'attaquant aux causes structurelles de la pauvreté et des inégalités. Dans le domaine de la santé, le coût prohibitif des vaccins constitue par exemple un de ces obstacles auxquels se heurtent nombre de pays pauvres. L'aide peut ici jouer un rôle clef en finançant des initiatives ayant vocation à lever ou réduire cette barrière financière.

C'est le cas en particulier de Gavi, l'alliance du vaccin, créée en 2000 et dont la mission est de favoriser l'utilisation équitable des vaccins dans les pays à faible revenu. Gavi dispose aujourd'hui d'un budget d'un peu plus de 12 milliards de dollars sur la période 2021-2025, dont 2 milliards de dollars alloués à la participation de Gavi à la réponse à la pandémie de Covid-19 à travers le mécanisme COVAX, financé

(1) Cf. The Lancet Commissions (2013), [Global health 2035 : a world converging within a generation](#)

(2) Ozawa S, Clark S, Portnoy A et al. Return on investment from childhood immunizations in low- and middle-income countries, 2011-20, *Health Affairs* 2016

INVESTIR DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES À VENIR

L'EXEMPLE DE L'AIDE EN SANTÉ

par les contributions de plusieurs donateurs, publics comme privés. Le Royaume-Uni et la Fondation Gates en sont les deux principaux contributeurs, avec respectivement 3,4 milliards de dollars et 1,8 milliards de dollars.

Sur la base de ces fonds et en s'appuyant sur un modèle de fonctionnement novateur, Gavi s'efforce d'améliorer la fourniture de vaccins adaptés dans les pays pauvres mais vise également à obtenir une **diminution drastique du prix d'achat des vaccins par le biais d'une démarche dite de « façonnage du marché »**.

Grâce à la mutualisation des fonds permettant l'achat de vaccins en grandes quantités, au regroupement de la demande issue des pays à faible revenu ainsi qu'à l'utilisation de mécanismes de financements innovants – comme l'IFFIm (The International Finance Facility for Immunisation) ou la garantie de marché (AMC - Advance Market Commitment for vaccines) – Gavi cherche à agir durablement sur le marché des vaccins afin d'en influencer le prix à la baisse.

Qu'est-ce que la garantie de marché (AMC - Advance Market Commitment for vaccines) ?

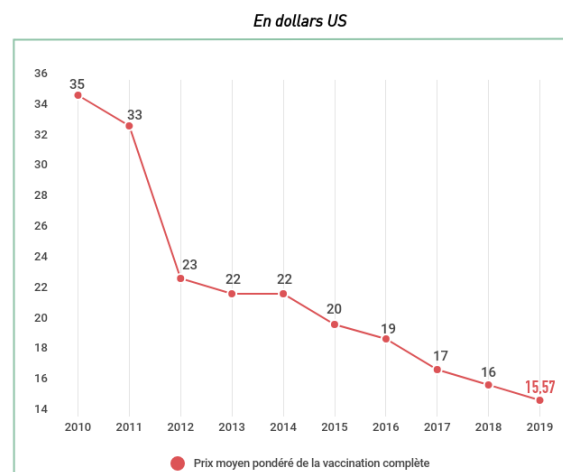
La garantie de marché de Gavi a été conçue pour stimuler la mise au point et la production de vaccins à des prix abordables pour les pays en développement.

Dans le cadre d'une AMC, les donateurs s'engagent à apporter des fonds pour garantir le prix des vaccins. Ces engagements financiers incitent les fabricants à investir dans la recherche et le développement et à accroître les capacités de production des vaccins dont le besoin est urgent. En contrepartie, les fabricants fournissent aux pays en développement des vaccins à un prix abordable à long terme.

Source : <http://www.gavi.org>

Cette approche semble porter ses fruits puisque suite aux interventions de l'Alliance, on constate une baisse non négligeable du prix de certains vaccins. Comme le montre le graphique ci-après, l'évolution du prix des trois vaccins pentavalents, antirotavirus et antipneumococciques affiche une baisse de 50% par

Réduction du prix des vaccins



Source : [Rapport annuel Gavi, 2019](#)



rapport au tarif de 2010, le **prix moyen par enfant étant désormais de 15,57 dollars en 2019 contre 35 en 2010**.

En mars 2019, Gavi se félicitait également de la nouvelle baisse record du prix du vaccin contre le pneumocoque (PCV). Cette réduction a été rendue possible suite à un accord passé avec le laboratoire GSK dans le cadre du dispositif de garantie de marché (AMC) mis en place par l'Alliance. Ce qui a permis à Gavi et aux pays qu'elle soutient d'économiser plus de 4 millions de dollars US sur les achats effectués en 2019.

Qu'en pensent les ONG ?

En dépit des efforts de Gavi et des baisses de prix enregistrées, de nombreuses organisations de la société civile, dont Médecins sans frontières, soulignent toutefois les limites d'un système reposant essentiellement sur les règles du marché. Elles dénoncent en effet la persistance de prix pratiqués par les laboratoires pharmaceutiques à des niveaux encore largement supérieurs aux capacités financières des pays en développement.

Dans une tribune publiée en 2020, plusieurs ONG dont Médecin sans frontière exhortent les pouvoirs publics à faire des futurs vaccins contre la pandémie de Covid-19 un bien public mondial, à des prix abordables pour tous. L'organisation médicale rappelle par ailleurs que ce marché pourrait représenter 30 à 40 milliards de dollars en 2021 tous laboratoires confondus.

INVESTIR DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES À VENIR

L'EXEMPLE DE L'AIDE EN SANTÉ

3. LUTTE CONTRE LES GRANDES PANDÉMIES : INVESTIRE MAINTENANT POUR NE PAS PAYER PLUS TARD

Mobiliser les moyens nécessaires pour lutter efficacement contre la propagation des pandémies illustre bien le lien existant entre dépenses actuelles et économies à venir. Cette démarche relève d'un choix économique rationnel consistant à investir dès aujourd'hui pour ne pas avoir à supporter plus tard des coûts humain et financier bien plus conséquents du fait d'épidémies non maîtrisées.

Le cas de la lutte contre la poliomyélite tout comme les enjeux qui se posent aujourd'hui pour en finir définitivement avec l'épidémie du sida constituent deux exemples concrets de cette problématique.

3.1. Éradiquer la poliomyélite

Encore largement présente sur l'ensemble du globe à la fin des années 80, cette infection virale très contagieuse a pu être maîtrisée et quasiment éradiquée en quelques années seulement grâce à la mobilisation de financements importants au niveau international.

a) Les chiffres du succès

- Entre 1988 et 1999, les cas de poliomyélite ont baissé de 99,9% ;
- Seulement 40 cas ont été notifiés en 2018 contre environ 350 000 à la fin des années 80.
- Les zones endémiques ont fortement régressé puisqu'elles ne concernent plus que 2 pays aujourd'hui contre 125, il y a 30 ans.

Ces résultats positifs s'expliquent largement par la mobilisation de moyens financiers au niveau international à travers la création, en 1988, de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP).

Depuis sa mise en place, cette initiative mondiale a bénéficié de plus de 17 milliards de dollars d'investissement de la part de donateurs publics et

privés. Sur l'ensemble de la période, la Fondation Gates constitue le premier contributeur de l'Initiative avec plus de 3,1 milliards de dollars, suivi des États-Unis (2,9 milliards de dollars et du Royaume-Uni (1,5 milliard de dollars)⁽³⁾.

En matière de coûts-bénéfices, l'IMEP insiste sur l'importance de rapporter ces efforts financiers aux montants qu'ils ont permis d'économiser. Selon les estimations de l'Initiative, l'effort global de financement en matière de lutte contre la polio se serait en effet traduit par **une économie de plus de 27 milliards de dollars depuis 1988**⁽⁴⁾.

b) Pourquoi l'éradication « totale » de la polio est-elle indispensable ?

En 2013, l'IMEP est rentrée dans sa phase finale avec comme objectif de mettre un terme définitif à toutes les formes de poliomyélite. Pour ce faire, elle s'est dotée d'un plan stratégique 2019-2023 dont le budget est estimé à environ 5,1 milliards de dollars.

Si l'objectif d'égalité et d'universalité, désormais inscrit au cœur des Objectifs de développement durable (ODD), justifie à lui seul d'aller au bout de la démarche d'éradication, il existe également un intérêt économique à cette approche.

Plusieurs modélisations économiques ont en effet démontré que l'éradication de la poliomyélite permettrait d'économiser plusieurs dizaines de milliards de dollars au cours des 20 prochaines années. D'après les chiffres de l'IMEP, l'élimination totale de la polio permettrait d'**économiser entre 40 et 50 milliards de dollars** en dépenses de santé et perte de productivité⁽⁵⁾.

Chaque année, les coûts de vaccination et prise en charge représentent plus de 800 millions de dollars. Ces dépenses annuelles nécessaires au contrôle de l'épidémie ne sont pas viables et constituent sur le long terme une charge financière bien supérieure aux efforts de financement à consentir dès maintenant pour éradiquer la polio.

Enfin, l'OMS attire régulièrement l'attention sur le risque réel de propagation du virus à l'échelle

(3) <https://polioeradication.org/financing/donors/historical-contributions/>

(4) Cf Global Polio Eradication Initiative - GPEI (mars 2019), Investment case

(5) Cf Global Polio Eradication Initiative - GPEI (mars 2019), Investment case

INVESTIR DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES À VENIR

L'EXEMPLE DE L'AIDE EN SANTÉ

mondiale du fait de la persistance des quelques cas de polio en Afghanistan et au Pakistan. L'instabilité politique dans cette région et le phénomène migratoire qui l'accompagne renforcent de surcroît cette menace. Selon l'organisation internationale, l'absence de volonté politique pour s'attaquer aux derniers bastions de la maladie fait courir le risque de passer de quelques dizaines de cas aujourd'hui à **plus de 200 000 nouveaux cas chaque année au cours des 10 ans à venir**. Un tel scénario entraînerait des dépenses sans commune mesure avec les 4,2 milliards de dollars aujourd'hui nécessaires.

Les risques de résurgence de l'épidémie

En 2020, quatre ans après la transition mondiale du vaccin antipoliomyélique oral trivalent (VPOt) au vaccin antipoliomyélique oral bivalent (VPOb), des flambées de poliovirus circulant dérivé d'une souche vaccinale (PVDVc2) de plus en plus nombreuses sont observées dans certaines parties d'Afrique, d'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient. En 2019, plus de 350 cas de PVDVc2 ont été notifiés dans 15 pays.

Ces flambées sont imputables à plusieurs facteurs, notamment au déclin de l'immunité contre le virus de type 2 chez les jeunes enfants nés après la transition, à une couverture insuffisante de la vaccination systématique, aux courants migratoires régionaux et à la qualité insuffisante des campagnes de vaccination. En outre, l'emploi du VPO monovalent de type 2 (VPOm2) pour interrompre les flambées de PVDVc2 a donné naissance à de nouvelles flambées dans des zones de faible couverture se trouvant à l'intérieur ou en bordure des zones visées par les activités de riposte. Et le report d'importantes activités d'éradication de la poliomyélite en raison de la pandémie de Covid-19, bien qu'il soit nécessaire, entraînera une propagation de la maladie.

3.2. Mettre fin au VIH d'ici 2030 ou payer à jamais

Dans son rapport *Fast-track* (novembre 2014) comme dans sa nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021–2026, *Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida*, se concentre sur les inégalités pour combler les lacunes empêchant d'accomplir des progrès pour éradiquer le sida. Elle fixe de nouveaux objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2025, ainsi que les politiques associées, afin de redonner de la vigueur aux engagements de mettre fin au sida. Le Secrétariat de l'ONUSIDA et ses 11 coparrainants ont collaboré pour élaborer la nouvelle stratégie à laquelle plus de 10 000 parties prenantes issues de 160 pays ont apporté leur contribution.⁽⁶⁾

Si jamais les objectifs et les engagements de la stratégie sont atteints, le nombre de nouvelles infections au VIH passera de 1,7 million en 2019 à moins de 370 000 en 2025 et celui des décès imputables à des maladies opportunistes passera de 690 000 en 2019 à moins de 250 000 en 2025. L'objectif visant à éliminer les nouvelles infections au VIH chez les enfants verra leur nombre baisser brutalement, de 150 000 en 2019 à moins de 22 000 en 2025.

(6) https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCBSS_March_2021_Global_AIDS_Strategy_2021-2026_FR.pdf

INVESTIR DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES À VENIR

L'EXEMPLE DE L'AIDE EN SANTÉ

La stratégie 2021-2026 considère que les investissements annuels dans les pays à revenu faible et intermédiaire devront augmenter pour atteindre la somme record de 29 milliards de dollars en 2025 en vue de parvenir aux objectifs de la nouvelle stratégie contre le VIH. Les pays à revenu inférieur et intermédiaire inférieur auront besoin de ressources estimées à 13,7 milliards de dollars au total.

Le maintien de l'effort à son niveau actuel ne sera pas suffisant pour empêcher l'épidémie du sida de repartir à la hausse et de devenir de nouveau hors de contrôle au cours de la décennie à venir.

À cet égard, l'ONUSIDA a tenu à alerter, via son rapport *Miles to go* sur les progrès trop lents enregistrés ces dernières années pour espérer atteindre l'objectif de 500 000 nouvelles infections maximum en 2019⁽⁷⁾.

L'agence onusienne affirme qu'en maintenant le taux de couverture actuel des services de prévention et de traitements du VIH, il ne sera pas possible d'enrayer la propagation de l'épidémie et que la communauté internationale devra alors se préparer à dépenser **24 milliards de dollars additionnels par an d'ici à 2030** pour faire face aux besoins supplémentaires en traitements antirétroviraux⁽⁸⁾.

(7) http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/JC2686_WAD2014report_fr.pdf
(8) <http://www.unaids.org/fr/resources/documents/2018/global-aids-update>

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

GAVI Alliance (mai 2016), [Gavi se réjouit de la tendance des prix du vaccin pentavalent, communiqué](#)

GAVI Alliance, [Indicateurs relatifs au marché](#), 2016-2020

GAVI Alliance (2018), [Annual Progress Report 2017](#)

Global Polio Eradication Initiative - GPEI (mars 2017), [Investment case](#)

Global Polio Eradication Initiative – GPEI (juillet 2015), [Polio eradication & endgame midterm review](#)

Guttmacher Institute (2017), [Adding it up: investing in contraception and maternal and newborn health](#)

Médecins sans frontières (janv. 2015), [The Right Shot : généraliser l'accès à des vaccins abordables et mieux adaptés](#),
Campagne d'accès aux médicaments essentiels (CAME),

ONUSIDA (nov 2014), [Accélérer la riposte. Mettre fin à l'épidémie du sida d'ici à 2030](#)

ONUSIDA (août 2015), [Stratégie de l'ONUSIDA pour 2016-2021. Accélérer la riposte pour mettre fin au sida](#)

ONUSIDA (mars 2021) [Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida. Stratégie mondiale de lutte contre le sida, 2021-2026](#)

The Lancet Commissions (2013), [Global health 2035: a world converging within a generation](#)

The Lancet Commissions (2014), [The returns to investing in health](#), Policy brief #2

Focus 2030

Focus 2030 est une association qui accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes

Focus 2030 intervient principalement en France, en Italie et en Espagne.

Directeur de la publication : Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030

NOTE D'ANALYSE

FOCUS 2030

**Investir dans l'aide publique au développement
pour réduire les dépenses à venir :
l'exemple de l'aide en santé**
